



CHAMBRE DES DÉPUTÉS  
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

# Dossier consolidé

Dossier relatif aux comptes du service intérieur 7212

Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2016

Date de dépôt : 16-11-2017

## Liste des documents

<b>Date</b>	<b>Description</b>	<b>Nom du document</b>	<b>Page</b>
16-11-2017	Déposé	7212/00	<u>3</u>
30-11-2017	Commission des Comptes Procès verbal ( 01 ) de la reunion du 30 novembre 2017	01	<u>23</u>
06-12-2017	Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2016	Document écrit de dépôt	<u>29</u>

7212/00

**N° 7212****CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2017-2018

---

**COMPTES DU SERVICE INTERIEUR  
DE LA CHAMBRE DES DEPUTES  
POUR L'EXERCICE 2016**

\* \* \*

**RAPPORT DE LA COMMISSION DES COMPTES**

(30 novembre 2017)

La commission se compose de : M. Marc Lies, président, Mme Diane Adehm, Mme Tess Burton (vice-présidente), Mme Claudia Dall'Agno, Mme Joëlle Elvinger, M. Aly Kaes, M. Alexander Krieps (vice-président), Mme Josée Lorsché, M. Edy Mertens, M. Roger Negri, M. David Wagner et M. Serge Wilmes, membres.

\*

**I. – MISSION DE LA COMMISSION**

L'article 165 du règlement de la Chambre des Députés dispose dans ses alinéas (1) et (4) :

“(1) L'examen de la comptabilité des fonds de la Chambre, pour chaque session, est confié à une commission spéciale dite “Commission des Comptes”, assistée par un réviseur d'entreprises à désigner annuellement par le Bureau.”

“(4) La Chambre, sur le rapport de cette commission, se prononce sur l'apurement du compte. La décision est communiquée à la Cour des Comptes pour être enregistrée.”

\*

**II. – COMPTES ANNUELS 2016**

Les comptes annuels 2016 sont présentés sous forme d'un bilan et d'un compte de revenus et charges.

Au bilan qui retrace les ressources et les emplois, on trouve à l'actif le poste “AVOIRS EN BANQUES ET ENCAISSE” qui regroupe les actifs disponibles au 31 décembre 2016 et le poste „COMPTES DE REGULARISATION ACTIF“ où sont reprises les charges payées d'avance en 2016 pour l'exercice 2017.

Au passif du bilan figurent les postes “PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES” et „DETTES“.

Les „DETTES“ représentent les „Dettes échéant dans l'année“ qui regroupent les charges à payer au 31 décembre 2016. Les « Engagements exercices antérieurs » concernent les dépenses pour lesquelles l'engagement et le paiement ne peuvent être réalisés à charge d'un même exercice budgétaire.

Au compte de revenus et charges de l'exercice 2016 sont reprises les recettes de l'exercice qui, diminuées des charges, font ressortir le résultat de l'exercice.

Au 1<sup>er</sup> janvier 2017, les excédents budgétaires cumulés de la Chambre des Députés se chiffrent à 8.847.391,06 €. De ce montant sont déduits les engagements 2016 à reporter en 2017 (269.245,78 €)

et s'y ajouteront les engagements à apurer (211.124,11 €), de sorte que les excédents budgétaires cumulés (réserve) destinés au paiement de dépenses imprévues se chiffrent à 8.789.269,39 €. Le poste des engagements des exercices antérieurs se chiffre à 635.626,48 € au 1<sup>er</sup> janvier 2017 (577.504,81 (solde 2016) + 269.245,78 – 211.124,11).

Les comptes annuels de la Chambre des Députés sont établis conformément aux principes comptables généralement admis à l'exception des investissements en équipements et mobiliers qui sont comptabilisés directement dans le compte de revenus et charges.

Les chiffres du bilan et du compte de revenus et charges figurent en annexe.

#### Bilan au 31 décembre 2015

	<i>au</i> <i>31.12.2016 / €</i>	<i>au</i> <i>31.12.2015 / €</i>
<b>ACTIF</b>		
<b>Actif circulant</b>		
– créances	4.200,00	1.740,00
– avoirs en banques et encaisse	11.341.858,61	11.070.871,89
<b>Comptes de régularisation actif</b>	609.343,31	620.236,73
<b>Excédent des charges sur les revenus</b>		
Total de l'actif	11.955.401,92	11.692.848,62
<b>PASSIF</b>		
<b>Fonds propres</b>		
– excédents budgétaires cumulés	7.630.885,13	7.713.841,16
– réserve informatique	p.m.	p.m.
– maison Wiltheim	p.m.	p.m.
– engagements exercices antérieurs	577.504,81	602.046,83
<b>Provisions pour risques et charges</b>		
– Fonds de réserve „Assurance Accidents”	0,00	0,00
<b>Dettes</b>		
– dettes (échéant dans l'année)	2.530.506,05	3.048.922,76
– dépôt de garantie – PC	0,00	0,00
– frais de photocopieurs à payer	0,00	0,00
– frais mobilier de bureau à payer	0,00	0,00
<b>Comptes de régularisation passif</b>		
<b>Excédent des revenus sur les charges</b>	1.216.505,93	328.037,87
Total du passif	11.955.401,92	11.692.848,62

**Compte de revenus et charges pour l'exercice se terminant au 31.12.2016**

	<i>au</i> 31.12.2016 / €	<i>au</i> 31.12.2015 / €
<b>REVENUS</b>		
Crédits budgétaires obtenus	32.840.316,00	32.210.471,00
Crédits campagnes électorales	0,00	0,00
Intérêts créditeurs	16.896,89	16.144,17
Vente de documents parlementaires/publications	0,00	0,00
Autres recettes	0,00	0,00
Produits exceptionnels	24.388,36	118.971,40
<b>Total des revenus</b>	<b>32.881.601,25</b>	<b>32.345.586,57</b>
<b>CHARGES</b>		
Charges se rapportant à l'exercice	(31.629.561,40)	(32.013.102,89)
Remboursement campagnes électorales	(0,00)	(0,00)
Charges exceptionnelles	(35.533,92)	(4.445,81)
<b>Total des charges</b>	<b>(31.665.095,32)</b>	<b>(32.017.548,70)</b>
<b>Excédent des charges sur les revenus</b>		
<b>Excédent des revenus sur les charges</b>	<b>1.216.505,93</b>	<b>328.037,87</b>

\*

**III. – GENERALITES**

Ci-dessous se trouvent les propositions budgétaires de la Chambre des Députés pour l'exercice 2016 telles qu'elles ont été arrêtées par le Bureau en date du 14 juillet 2015 :

budget des recettes	27.960,00
budget des dépenses	34.290.380,00
réserve prise en compte	1.697.635,00
dotations budgétaires demandées	32.564.785,00
remboursement partiel campagnes électorales	0,00

Suite à l'évolution du nombre d'indices, les propositions budgétaires de la Chambre des Députés ont été adaptées par l'IGF et se présentent finalement comme suit :

budget des recettes	27.960,00
budget des dépenses	34.565.911,00
réserve prise en compte	1.697.635,00
dotations budgétaires demandées	32.840.316,00
remboursement partiel campagnes électorales	0,00

Le tableau ci-après reprend les propositions budgétaires définitives de la Chambre des Députés :

<i>Section</i>	<i>Budget 2016 Définitif</i>
A: Députés	12.044.010,00
B: Institutions parlementaires internationales	711.410,00
C: Groupes politiques	2.760.866,00
D: Personnel	9.713.930,00
E: Frais de fonctionnement	7.697.595,00

<i>Section</i>	<i>Budget 2016 Définitif</i>
F: Compte rendu	1.038.100,00
G: Transferts de revenus	0,00
H: Remboursement: Frais campagnes électorales	0,00
I: Organisation conférences et réunions extraordinaires	600.000,00
TOTAL DES DEPENSES:	34.565.911,00

En vertu de la loi du 18 décembre 2015 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2016, un crédit global de 32.840.316 €, en vue du paiement des dépenses à effectuer en 2016 a été mis à la disposition du Bureau de la Chambre des Députés.

Les tableaux suivants présentent les chiffres comparatifs des derniers exercices financiers.

\*

#### IV.- TABLEAUX COMPARATIFS DES EXERCICES 2015 ET 2016

##### Comparaison des frais des exercices 2015 et 2016 et du budget 2016

<i>Section</i>	<i>Frais 2015 en EUR</i>	<i>Frais 2016 en EUR</i>	<i>Budget 2016 en EUR</i>
A: Députés	11.625.948,48	11.607.279,34	12.044.010,00
B: Institutions parlementaires internationales	585.361,16	665.962,69	711.410,00
C: Groupes politiques	2.751.609,00	2.760.866,00	2.760.866,00
D: Personnel	9.687.226,04	9.289.973,88	9.713.930,00
E: Frais de Fonctionnement	5.338.313,34	5.874.550,13	7.697.595,00
F: Compte rendu	914.736,15	1.034.811,56	1.038.100,00
G: Transfert de revenus	0,00	0,00	0,00
H: Remboursement: frais campagnes élect.	0,00	0,00	0,00
I: Organisation conférences et réunions extraordinaires	1.114.354,53	431.651,72	600.000,00
TOTAL DES DEPENSES:	32.017.548,70	31.665.095,32	34.565.911,00

La répartition des dépenses par sections est reprise au tableau ci-avant.

Il ressort du tableau ci-dessus que les dépenses se rapportant à l'exercice 2016 se chiffrent à 31.665.095,32 €, soit une diminution de 1,10 % (-352.453,38 €) par rapport à l'exercice précédent (32.017.548,70 €).

Il faut rappeler que les frais de l'exercice 2016 enregistrés aux sections « Députés », « Personnel » et « Groupes politiques », constituent des charges fixes, subissant l'évolution de la valeur du point indiciaire de la fonction publique et variant automatiquement en fonction de l'échelle mobile des salaires. Suite au nouveau statut des députés européens, un seul député luxembourgeois, membre du Parlement européen, est encore à charge du budget de la Chambre des Députés.

Les explications détaillées sont fournies au chapitre V.- Examen des frais de l'exercice 2016.

### Comparaison du budget et des frais de l'exercice 2015

<i>Section</i>	<i>Budget 2016</i>	<i>Frais 2016</i>
A: Députés	12.044.010,00	11.607.279,34
B: Institutions parlementaires internationales	711.410,00	665.962,69
C: Groupes politiques	2.760.866,00	2.760.866,00
D: Personnel	9.713.930,00	9.289.973,88
E: Frais de fonctionnement	7.697.595,00	5.874.550,13
F: Compte rendu	1.038.100,00	1.034.811,56
G: Transferts de revenus	0,00	0,00
H: Remboursement: Frais campagnes élect.	0,00	0,00
I: Organisation conférences et réunions extraordinaires	600.000,00	431.651,72
Total	34.565.911,00	31.665.095,32

Il ressort du tableau ci-avant que l'exécution du budget de la Chambre des Députés accuse des moins-values de dépenses de l'ordre de 2.900.815,68 € par rapport au budget adopté (soit -8,39 %).

Les écarts de la section « députés » (-436.730,66 €), s'expliquent principalement du fait que lors de l'établissement du budget, il faut prévoir les montants maximaux fixés par la loi électorale, surtout au niveau des indemnités de secrétariat, du congé politique et du remboursement des cotisations sociales. Il y a lieu de noter que les députés se sont regroupés en pools pour l'engagement de leur personnel et les montants maximaux dus non utilisés tombent en économie.

Pour ce qui est de la section « institutions parlementaires internationales » (-45.477,31 €), les frais de route et de séjour liés aux assemblées internationales varient en fonction du nombre de participants, du lieu de réunion ainsi que du nombre de réunions.

En ce qui concerne l'écart au niveau de la section « personnel » (-423.956,12 €), il y a lieu de noter que lors de l'établissement du budget 2016 en 2015, les traitements et salaires des fonctionnaires et salariés ont été calculés sur base du NI 784,86 et que le nombre indice en vigueur pour le paiement des traitements et salaires était de 775,17 pour l'exercice 2016. Une partie des moins-values s'explique par la différence entre les traitements des fonctionnaires ayant quittés l'Administration parlementaire et les traitements de début de carrière de leurs remplaçants et de l'octroi d'un congé sans traitement. Un fonctionnaire a opté pour un travail à temps partiel à raison de 75 % tandis que son traitement avait été calculé sur base d'une tâche complète. Les traitements des fonctionnaires nouvellement engagés avaient été calculés pour une année entière lors des prévisions budgétaires mais les recrutements ont eu lieu seulement au cours de l'année (mars, septembre) et un poste prévu au budget n'a pas été occupé.

En ce qui concerne les crédits non utilisés au niveau de la section « frais de fonctionnement » (-1.823.044,87 €), il y a lieu de remarquer que les contrats pour le nettoyage et la surveillance des bâtiments de la Chambre des Députés et des groupes et sensibilités politiques, ont fait l'objet de marchés publics avec comme résultat des prix beaucoup plus favorables pour l'Administration parlementaire. Aux dépenses réelles de cette section, s'ajouteront les crédits engagés mais non encore dépensés, qui seront reportés à l'exercice suivant (269.245,78 €).

Lors de l'établissement des prévisions budgétaires pour 2016 au niveau de la section « compte rendu », l'impression et la diffusion de 16 numéros de comptes rendus avaient été prévues sur base du NI 781,63 et 18,2 numéros ont été réalisés sur base du NI 775,17.

Pour la section I) « Organisation de conférences et réunions extraordinaires », le budget prévu était de 600.000 € et les dépenses réelles se chiffrent à 431.651,72 €.



Le relevé des dépenses de l'exercice 2016 comparées à celles de 2015 figure ci-après.

**Tableau des frais des exercices 2016 et 2015 en €**

	<i>Frais 2016 NI 775,17</i>	<i>Frais 2015 NI 775,17</i>
<b>A) Députés</b>	<b>11.607.279,34</b>	<b>11.625.948,48</b>
11.000 Indemnités parlementaires	6.915.638,27	6.889.236,33
11.140 Remboursement cotisations sécurité sociale	44.504,25	43.703,16
11.300 Assurances	62.740,11	60.905,85
12.010 Frais de route et de séjour	97.478,21	111.886,76
12.300 Indemnités des présidents	249.886,45	250.066,57
12.301 Indemnités de secrétariat	2.668.675,97	2.704.419,47
34.090 Indemnités spéciales	1.561,77	2.082,36
34.091 Congé politique	1.531.260,39	1.559.850,34
00.500 Frais d'exercices antérieurs	35.533,92	3.797,64
<b>B) Institutions parlementaires internationales</b>	<b>665.962,69</b>	<b>585.361,16</b>
12.011 Frais de route et de séjour – Assemb. P.I. internat.	405.398,19	366.485,92
12.013 Participation congrès politiques – voir sub C)	0,00	0,00
12.190 Frais assemblées – Organisation de conférences	10.146,48	5.209,06
12.302 Relations parl. internat. / Visites à Luxembourg	95.863,86	63.635,53
35.060 Contribution au budget des assemblées	154.554,16	150.030,65
00.500 Frais d'exercices antérieurs	0,00	0,00
<b>C) Groupes politiques</b>	<b>2.760.866,00</b>	<b>2.751.609,00</b>
33.000 Crédits de fonctionnement	2.760.866,00	2.751.609,00
00.500 Frais d'exercices antérieurs		0,00
<b>D) Personnel</b>	<b>9.289.973,88</b>	<b>9.687.226,04</b>
11.001 Traitements des fonctionnaires	8.224.645,80	8.318.525,56
11.010 Indemnités des employés (permanents)	1.006.682,08	1.344.742,59
11.020 Indemnités des employés (temporaires)	7.272,04	7.048,37
11.030 Salaires des ouvriers	0,00	0,00
11.130 Indemnités du personnel auxiliaire	31.705,09	0,00
12.012 Frais de route et de séjour	14.913,52	10.995,62
12.200 Frais d'assurance autres que RC auto	952,35	937,30
12.250 Frais d'habillement	3.803,00	4.866,60
00.500 Frais d'exercices antérieurs	0,00	110,00
<b>E) Frais de Fonctionnement</b>	<b>5.874.550,13</b>	<b>5.338.313,34</b>
12.000 Frais pour services de tiers	12.592,41	21.655,37
12.020 Frais d'exploit. véhicules automoteurs voir sub C)	17.044,61	17.617,33
12.040 Frais de bureau	309.223,25	305.569,83
12.041 Service d'expédition et imprimerie (cf 12.307.10)	0,00	0,00
12.050 Achat de services auprès des P. et T.	144.966,71	148.955,35
12.060 Location et entretien des install. de télécommunic.	55.558,11	57.219,03
12.070 Location et entretien des équipements informat.	1.232.345,36	1.437.483,34

	<i>Frais 2016</i> <i>NI 775,17</i>	<i>Frais 2015</i> <i>NI 775,17</i>
12.080 Bâtiments : exploitation et entretien	808.803,58	710.555,07
12.101 Loyers immeubles – Charges locatives accessoires	169.749,70	171.454,72
12.120 Frais d’experts et d’études	205.683,62	216.132,91
12.130 Frais de publication	0,00	0,00
12.140 Frais de publicité et d’information	7.069,01	3.410,13
12.170 Entretien d’équipements spéciaux	167.788,66	162.758,44
12.210 Frais de restauration	58.555,49	47.946,42
12.303 Frais de représentation	38.940,05	42.236,19
12.304 Projets de développement informatiques	738.152,99	259.602,51
12.305 Achats de biens et de services spécifiques	1.031.310,98	1.122.547,57
12.306 Déménagement	0,00	0,00
12.307 Expédition électronique	0,00	0,00
12.308 Site Internet	0,00	0,00
74.000 Acquisition de véhicules automoteurs	52.754,43	0,00
74.010 Acquisition de machines de bureau	0,00	0,00
74.020 Acquisition d’installations de télécommunications	0,00	539,32
74.040 Acquisition d’équipements spéciaux	5.538,25	50.000,00
74.050 Acquisition d’équipements informatiques	406.557,68	360.331,90
74.060 Acquisition de logiciels	391.754,63	187.353,79
74.070 Acquisition d’oeuvres d’art	0,00	0,00
74.080 Acquisition de mobilier de bureau	22.160,61	14.405,95
00.500 Frais d’exercices antérieurs	0,00	538,17
<b>F) Compte rendu</b>	<b>1.034.811,56</b>	<b>914.736,15</b>
12.051 Frais de distribution du compte rendu	799,75	823,32
12.131 Frais de publication du compte rendu	1.034.011,81	913.912,83
00.500 Frais d’exercices antérieurs	0,00	0,00
<b>G) Transferts de revenus</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>H) Remboursements: Frais campagnes électorales</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
33.004 Remboursements aux partis et groupes politiques	0,00	0,00
<b>I) Organisation conférences et réunions extraordinaires</b>	<b>431.651,72</b>	<b>1.114.354,53</b>
12.191. Organisation conférences et réunions extraord.	431.651,72	1.114.354,53
<b>TOTAL DES FRAIS</b>	<b>31.665.095,32</b>	<b>32.017.548,70</b>

\*

## V. – EXAMEN DES FRAIS DE L’EXERCICE 2016

### Section A: DEPUTES

**11.607.279,34 €**

La majeure partie des dépenses de cette section représente des charges fixes résultant de l’exécution des dispositions législatives (article 126) de la loi électorale du 18 février 2003, telle qu’elle a été modifiée par la suite.

En exécution de la loi du 25 mars 2015 transposant certaines dispositions de l’accord salarial du 15 juillet 2011 dans la Fonction publique, la valeur du point indiciaire pour les éléments pensionnables est fixée à 18,4615859 – NI 775,17 et la valeur du point indiciaire pour les éléments de rémunération non pensionnables est de 17,4813410 – NI 775,17 avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2015.

- 1) Indemnités parlementaires (art. 11.000) 6.915.638,27 €  
 Ce poste comprend les indemnités brutes versées aux 60 membres de la Chambre des Députés et à un membre siégeant au Parlement européen ainsi que les charges sociales patronales.  
 L'indemnité parlementaire est fixée par la loi à 375 points indiciaires.  
 Conformément à la loi électorale du 18 février 2003, chaque député a droit à un jeton de présence pour la participation aux réunions de commissions respectivement aux séances publiques. Ce jeton est fixé à 15 € NI 100 ce qui revient à 116,28 € NI 775,17. Le montant total de 1.053.264 € a été payé en 2016 (946.984,32 € en 2015).
- 2) Remboursement des cotisations de sécurité sociale (art. 11.140) 44.504,25 €  
 En exécution de l'article 126, point 7) de la loi électorale modifiée du 18 février 2003, la Chambre des Députés a remboursé à 10 députés indépendants la part patronale des cotisations de l'assurance pension (remboursement à 10 députés indépendants en 2015).
- 3) Assurances (art. 11.300) 62.740,11 €  
 Ce montant comporte la prime annuelle (18.980,84 €) payée à une compagnie d'assurance pour l'assurance accidents des députés ainsi que la prime du contrat d'assurance „Assistance“ (16.352,00€).  
 Ce poste comprend également un montant global de 27.407,27 € pour le remboursement de la prime casco aux députés ayant souscrit individuellement à une assurance „tous risques“ pour leur voiture privée. Le montant maximum remboursable par an est de 892,44 €.
- 4) Frais de route et de séjour (art. 12.010) 97.478,21 €  
 Sont comptabilisés sous ce poste les frais de route revenant aux députés pour participation aux séances plénières et aux réunions de commissions ainsi que les indemnités de séjour accordées aux députés à l'occasion des visites des commissions parlementaires.  
 En 2016, la Chambre s'est réunie en séance plénière à 51 reprises et a tenu 658 réunions de commissions ainsi que 22 réunions du Bureau et 31 réunions de la Conférence des Présidents.  
 L'indemnité kilométrique pour les déplacements est fixée à 0,30 € par kilomètre.
- 5) Indemnités des présidents (art. 12.300) 249.886,45 €  
 Il s'agit des indemnités versées au président de la Chambre des Députés (68.150,85 €) et aux présidents des 4 groupes politiques (181.735,60 €) en vertu de l'article 126, point 1) de la loi électorale.
- 6) Indemnités de secrétariat (art. 12.301) 2.668.675,97 €  
 Le point 9) de l'article 126 de la loi électorale fixe l'indemnité de secrétariat à rembourser au député pour l'engagement d'un collaborateur à 200 points indiciaires, ce qui correspond à 3.496,27 € pour 2016. En vertu de la loi du 24 décembre 1999, l'indemnité de secrétariat a été augmentée d'un douzième à titre d'allocation de fin d'année.
- 7) Indemnités spéciales (art. 34.090) 1.561,77 €  
 Sont visées les indemnités versées à une veuve d'un ancien député.
- 8) Congé politique (art. 34.091) 1.531.260,39 €  
 Le droit au congé politique et les indemnités à verser sont réglés par l'art. 126, point 8), de la loi électorale modifiée. Ce poste comprend le remboursement aux employeurs des frais engagés pour congé politique accordé aux députés salariés (334.343,69 €) ainsi que les indemnités versées à titre de compensation aux députés exerçant une profession indépendante ou sans profession (1.196.916,70 €). Ont bénéficié d'un remboursement en 2016 :  
 – députés salariés :  
 7 députés de janvier à décembre,  
 1 député de janvier à avril.

- députés indépendants :  
21 députés de janvier à décembre,  
1 député d'avril à décembre.

9) Restants d'exercices antérieurs (art. 11.140 + art. 11.300) 35.533,92 €

**Section B: INSTITUTIONS PARLEMENTAIRES INTERNATIONALES 665.962,69 €**

Par rapport à l'exercice 2015, les frais de la section „Institutions parlementaires internationales“ ont augmentés de 80.601,53 € (2015 : 585.361,16 €).

1) Frais de route et de séjour – Assemblées internationales (art. 12.011) 405.398,19 €

Les frais inscrits sous cet article se rapportent aux déplacements des députés effectués dans le cadre des activités parlementaires internationales. Y sont comptabilisés les frais de route et de séjour des députés et des secrétaires de délégation participant aux sessions et aux réunions de commissions des assemblées parlementaires internationales énumérées ci-dessous ainsi que la participation à des visites bilatérales. Les frais afférents dépendent du lieu de la réunion, du nombre de réunions ainsi que du nombre de députés participant aux réunions.

– Visites bilatérales 80.080,74 €

En 2016, le Président de la Chambre des Députés, le cas échéant, accompagné de membres de la Chambre des Députés a été en visite officielle à Téhéran/Iran. Il a en outre assisté à une visite de travail « Plus d'intégration européenne » à Rome et à une visite du groupe d'amitié parlementaire à Paris. Des membres de la Chambre des Députés ont été en visite de travail à Bucarest et à Shanghai et Peking.

– Conseil de l'Europe 73.375,08 €

Il s'agit de la participation des délégués luxembourgeois aux quatre sessions ordinaires de l'Assemblée parlementaire à Strasbourg et à d'autres réunions de commissions, du Bureau et du comité des présidents, conférences et colloques convoqués par l'Assemblée, qui ont eu lieu à Strasbourg, Paris, Berlin, Rome, Tallinn, Athènes, Varsovie, Tirana, Reykjavik, Ankara, Nicosie et Florence. Un membre s'est rendu à Tbilissi/Géorgie et à Chisinau/Moldavie en tant qu'observateur aux élections nationales.

– APO 88.242,73 €

La session de printemps de l'APO (Assemblée parlementaire de l'OTAN) a eu lieu à Tirana, la session d'automne s'est déroulée à Istanbul et le forum annuel de l'Assemblée parlementaire s'est tenue à Washington DC. Les membres de la délégation luxembourgeoise ont participé en outre à différentes réunions, conférences, missions et visites, séminaires et forums à Ryad, Washington DC, Miami, Paris, Bruxelles, Le Caire, Rabat, Danemark, Groenland, Iles Féroé, Londres, Muscat, Pristina et Rome.

– CPI 5.880,53 €

Les séances plénières ont eu lieu à Eupen et à Namur. D'autres réunions du Greffe et du Comité permanent ont eu lieu à Eupen et à Namur. En outre, des réunions des différentes commissions et délégations ont eu lieu à Sarrebruck, Mehring et Metz. Les membres ont participé à un forum sur la migration à Namur et Bruxelles et à la célébration du 30ième anniversaire du CPI à Eupen. Le secrétaire de la délégation luxembourgeoise s'est rendu à Sarrebruck, Kaschenbach et Forbach en vue du contrôle des comptes du CPI.

– OSCE 28.070,50 €

La session d'hiver de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE a eu lieu à Vienne, la session annuelle se tenait à Tbilissi et la session d'automne à Skopje. Un membre participait en tant qu'observateur des élections présidentielles des Etats-Unis d'Amérique à Washington/DC et Miami.

– UIP 18.193,03 €

La Chambre des Députés a été représentée à la 134ième Assemblée à Lusaka et à la 135ième Assemblée à Genève.

- APF
24.718,86 €
- Des réunions du Bureau de l'APF ont eu lieu à Siem Reap/Cambodge et à Antananarivo/Madagascar. La session annuelle s'est tenue à Antananarivo/Madagascar et la réunion du Bureau de l'APF ainsi que le Parlement francophone des jeunes se sont tenus à Berne. En outre, la Chambre des Députés a été représentée à la 29<sup>ième</sup> session de l'Assemblée « région Europe » à la Vallée d'Aoste.
- Relations européennes
47.729,44 €
- Des délégués luxembourgeois ont participé aux LVe et LVIIe conférences COSAC (conférence des organes spécialisés dans les affaires communautaires des Parlements nationaux et du Parlement Européen) à La Haye et à Bratislava, aux réunions de Présidents de diverses commissions des Parlements de l'UE et aux diverses conférences, séminaires et réunions interparlementaires à Bruxelles, Amsterdam, Paris, La Haye. Les réunions du « IPEX Board » ont eu lieu à Rome, à Varsovie et à Bruxelles. La Chambre a été représentée aux réunions des Présidents de la COSAC à Vienne et à Bratislava et à la réunion du secrétariat de la COSAC à Bratislava. La semaine parlementaire européenne se tenait à Bruxelles. Une délégation de la Chambre a été en visite au Parlement wallon. Le Président de la Chambre des Députés a participé à la réunion informel des Président de l'UE à Bratislava. Le représentant de la Chambre des Députés auprès des institutions européennes a participé aux séances plénières du Parlement Européen à Strasbourg.
- Divers
39.107,28 €
- Des délégués de la Chambre des Députés ont participé à une conférence «Democratic security based on EU » à Bruxelles, au 5e forum «China-European High-Level Political parties » à Peking/ Zhengzhou, au 4e forum interparlementaire sur la sécurité à Vienne, à la conférence « Partizipation als Evolution » à Vienne et à la 8<sup>ième</sup> Assemblée « World Scout Parliamentary Union » à Stockholm. Des membres du Parlement ont visité la « Deutsche Flugsicherung » à Langen et ont assisté à la conférence des présidents de la commission des pétitions du Bundestag à Potsdam. Le Président a participé à la cérémonie d'ouverture du programme culturel du « Prix Charlemagne » à Aix-la-Chapelle et à la rencontre des présidents de parlements germanophones à Konstanz. La session plénière de l'AP-UpM a eu lieu à Tanger et les différentes réunions de commissions ont eu lieu à Istanbul, Rome, Bruxelles et à Barcelone. L'Assemblée interparlementaire BENELUX s'est tenue à Bruxelles et une délégation du Parlement a eu une entrevue avec le Gouvernement belge à Bruxelles. La Chambre a été représentée à la COP22 à Marrakech.
- 2) Frais des Assemblées – Organisation de Conférences (art. 12.190)
10.146,48 €
- Les frais de cet article budgétaire résultent principalement de l'organisation de réunions de commissions du Conseil parlementaire interrégional (CPI) à Luxembourg.

Les autres dépenses concernent des frais de fonctionnement du secrétariat des délégations luxembourgeoises auprès des institutions internationales (frais de téléphone et de fax) et des frais en relation avec des réunions, conférences et séminaires organisés par la Chambre des Députés à Luxembourg.
- |  |            |
|--|------------|
| – Conseil de l'Europe                        | 1.964,12 € |
| – BENELUX                                    | 3.803,00 € |
| – APO  | 0,00 €     |
| – Conseil parlementaire interrégional        | 933,82 €   |
| – OSCE                                       | 0,00 €     |
| – UIP  | 0,00 €     |
| – Assemblée Parlementaire de la Francophonie | 0,00 €     |
| – AP-UM                                      | 0,00 €     |
| – Relations européennes                      | 3.445,54 € |
| – Divers                                     | 0,00 €     |

## 3) Relations internationales / Visites à Luxembourg (art. 12.302) 95.863,86 €

– Visites de délégations parlementaires étrangères :

Il s'agit des dépenses d'accueil lors de visites de délégations parlementaires étrangères à Luxembourg, dont les délégations parlementaires de la République d'Irlande, du Cap Vert et du « Bundestag » allemand. La Chambre a accueilli e.a., Monsieur le Président du Parlement Wallon, Madame la Commissaire européenne Malmström, Madame la Présidente du Seimas de la République de Lituanie, Monsieur Olivier Cadic, Sénateur des Français établis à l'étranger et Président délégué du groupe amitié parlementaire Sénat de France – Chambre des Députés, une délégation du groupe parlementaire « DEBELU », le comité exécutif de l'association parlementaire Canada-Europe, une délégation du groupe parlementaire d'amitié Luxembourg-Koweït, et les anciens membres luxembourgeois du Parlement européen.

## 4) Contribution au budget des assemblées internationales (art. 35.060) 154.554,16 €

Ce poste comporte la contribution du Luxembourg aux frais de fonctionnement des assemblées parlementaires internationales suivantes :

– APO	5.175,00 €
– Conseil Benelux	75.910,55 €
– CPI	15.000,00 €
– UIP	19.883,90 €
– APF	11.489,00 €
– OSCE	14.857,00 €
– AP-UpM	2.238,71 €
– Relations européennes	10.000,00 €
– Divers	0,00 €

## 5) Restants d'exercices antérieurs 0,00 €

**Section C: GROUPES POLITIQUES 2.760.866,00 €**

En exécution de l'article 16 du règlement de la Chambre des Députés et des décisions prises par le Bureau, les crédits énumérés ci-dessous ont été alloués aux groupes politiques pour assurer leur fonctionnement.

Suite à une décision du Bureau, les crédits ci-après alloués aux groupes et sensibilités politiques sont regroupés en un seul crédit et versés trimestriellement, sous forme de dotation, aux groupes et sensibilités politiques. Il s'agit notamment du regroupement des subventions sur base de la représentation proportionnelle, des frais de personnel, des crédits pour l'acquisition de matériel informatique et de l'achat de services informatiques, des crédits pour la location d'une voiture et pour la participation à des congrès politiques.

Crédits de fonctionnement (art. 33.000)	2.760.866,00 €
Groupe politique CSV	852.648,00 €
Groupe politique DP	601.174,00 €
Groupe politique LSAP	601.174,00 €
Sensibilité politique ADR	168.437,00 €
Groupe politique Déi Gréng	425.142,00 €
Sensibilité politique déi Lénk	112.291,00 €
Sensibilité politique Onofhängeg	pm

Les montants sont calculés et composés sur base des décisions prises par le Bureau, notamment :

- les crédits alloués aux groupes politiques sur base de la représentation proportionnelle sont fixés à 3.100 € – NI 100 – par député ;
- au cours d'une session parlementaire, chaque groupe a en outre droit à 28.950 € – NI 100 – à titre de remboursement des frais de personnel. Dans sa réunion du 3 juillet 2006, le Bureau de la Chambre des Députés a décidé d'augmenter les crédits relatifs au remboursement des frais de



- personnel de 12.400 € NI 100 à 29.850 € NI 100 pour permettre l'engagement d'un attaché spécialisé dans les dossiers européens. Suite à une décision du Bureau du 29 janvier 2007 chaque sensibilité politique a droit, par député, à 1/5e de ce montant ;
- sur base d'une décision du Bureau de la Chambre des Députés prise en date du 22 novembre 2001, les dépenses occasionnées pour l'acquisition de matériel informatique et pour l'achat de services informatiques sont remboursées à chaque groupe politique jusqu'à concurrence de 49.600 € et à la sensibilité politique jusqu'à concurrence de 10.000 € – par année civile ;
  - le crédit pour la location de voitures a été fixé à 816 € par député ;
  - dans sa réunion du 31 mai 2000, le Bureau de la Chambre des Députés a décidé d'inscrire un crédit au budget de la Chambre des Députés en faveur des groupes politiques pour la participation des députés à des congrès politiques. Ce crédit est fixé à 250 € par député.

De janvier à décembre 2016, la composition des groupes et sensibilités politiques est la suivante :

CSV :	23 députés
LSAP :	13 députés
DP :	13 députés
Déi Gréng :	6 députés
ADR :	3 députés
déi Lénk :	2 députés

#### Section D: PERSONNEL

**9.289.973,88 €**

La valeur du point indiciaire pour les éléments pensionnables est fixée à 18,4615859 NI 775,17 tandis que pour les éléments de rémunération non-pensionnables la valeur du point indiciaire est de 17,4813410. Les dépenses de cette section ont diminué de 397.252,16 € par rapport à l'exercice 2015.

Les frais de personnel sont ventilés sur les postes de dépenses suivants :

- 1) Traitements des fonctionnaires (art. 11.001) 8.224.645,80 €  
Le cadre des effectifs au 31 décembre 2016 (77 fonctionnaires) comprend, outre les postes de secrétaire général et de deux secrétaires généraux adjoints, 24 emplois dans la carrière supérieure dont 3 fonctionnaires à tâche partielle de 50 % respectivement 75 %, 40 dans la carrière moyenne dont 10 fonctionnaires à demi-tâche respectivement à tâche partielle de 75 %, 3 fonctionnaires à temps partiel pour raison de santé de 50 % respectivement 75 % et 11 dans la carrière inférieure dont 1 fonctionnaire à demi-tâche. Un membre de la carrière supérieur a fait valoir ses droits à la retraite à partir du 1<sup>er</sup> février 2016. Un fonctionnaire travaille en tant que représentant de la Chambre des Députés auprès des Institutions européennes à Bruxelles.  
Cet article comprend les traitements proprement dits, les indemnités pour heures de travail supplémentaires, les allocations de repas ainsi que les charges sociales patronales afférentes.  
En 2016, les dépenses comprennent en outre :
  - l'engagement de 2 fonctionnaires,
  - l'octroi de 8 promotions, de 4 nominations/engagements définitifs, de l'échéance de 48 biennales/annales, de 12 allongements/demi-allongements et de 2 avancements en grade.
- 2) Indemnités des employés (permanents) (art. 11.010) 1.006.682,08 €  
Sous ce poste sont comptabilisées les indemnités payées à 11 salariés dont 2 salariés sous contrat à durée déterminé.
- 3) Indemnités employés (temporaires) (art. 11.020) 7.272,04 €  
Il s'agit des indemnités payées à 9 étudiants engagés pendant les vacances scolaires.
- 4) Indemnités personnel auxiliaire (art. 11.130) 31.705,09 €  
Engagement d'un salarié sous contrat à durée déterminé.

5) Frais de route et de séjour (art. 12.012)	14.913,52 €
Remboursement des frais de route et de séjour aux fonctionnaires de l'Administration parlementaire à l'occasion de voyages de service effectués à l'étranger et à l'intérieur du pays.	
6) Remboursement d'assurances autres que RC auto (art. 12.200)	952,35 €
7) Frais d'habillement (art. 12.250)	3.803,00 €
Achat de costumes et d'habits pour les huissiers de salle.	
8) Restants d'exercices antérieurs (art. 11.001.40)	0,00 €
<b>Section E: FRAIS DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>5.874.550,13 €</b>
1) Indemnités pour services de tiers (art. 12.000)	12.592,41 €
2) Frais d'exploitation des véhicules automoteurs (art. 12.020)	17.044,61 €
Ce poste comprend l'assurance, le coût du carburant, les réparations et l'entretien des voitures de la Chambre des Députés.	
3) Frais de bureau (art. 12.040)	309.223,25 €
Ce poste regroupe les dépenses concernant :	
– la fourniture d'articles et de matériel de bureau, y compris papier pour photocopieurs: 24.906,23 €	
– la location, l'entretien et le nombre de photocopies des photocopieurs : 61.948,36 €	
– la location et l'entretien des autres machines de bureau : 0,00 €	
– les consommables bureautiques : 63.505,65 €	
– les frais d'impression et de reliure : 57.893,64 €	
– les frais de bibliothèque et de documentation : 97.099,74 €	
y compris les licences des bases de données payantes	
– les frais de gestion des comptes bancaires : 1.047,91 €	
– les frais administratifs divers : 2.821,72 €	
4) Achat de services auprès des P. et T. (art. 12.050)	144.966,71 €
Ici sont repris tous les frais concernant l'affranchissement de la correspondance de la Chambre des Députés ainsi que les frais relatifs aux communications téléphoniques et aux lignes de communication informatique.	
En détail, ce poste de dépenses comprend :	
– Frais postaux (381,34 €) – frais d'affranchissement;	
– Frais téléphoniques (4.365,93 €) – frais d'abonnement aux lignes téléphoniques, aux lignes transversales ainsi que les taxes des appels téléphoniques;	
– Frais installation et abonnements des lignes ISDN et ADSL pour députés (54.060,39 €)	
– Frais télex et téléfax (388,97 €) – frais des télécopieurs;	
– Voies louées et lignes ISDN (79.872,40 €) – abonnements et communications téléphoniques pour assurer le lien entre les bâtiments de la Chambre des Députés et les locaux des groupes, pour garantir aux députés l'accès au système d'archivage et permettre la mise à jour du site archivage public délocalisé;	
– Divers (5.897,68 €) – concerne la prise à domicile.	
5) Location et entretien des installations de télécommunications (art. 12.060)	55.558,11 €
Sont enregistrés sous ce poste les frais relatifs aux contrats de maintenance des télécopieurs, du central téléphonique, les dépenses pour réparations et interventions techniques (modifications aux équipements de télécommunications existants) et les frais de téléphones mobiles (abonnements et communications).	



- 6) Location et entretien des équipements informatiques (art. 12.070) 1.232.345,36 €  
 Cet article regroupe les frais suivants:
- 12 loyers mensuels pour les liaisons optiques entre les divers bâtiments de la Chambre des Députés et les groupes et sensibilités politiques : 22.126,20 € ;
  - contrats de maintenance pour matériel informatique (hardware) et logiciels (software) : 1.191.451,60 € ;
  - les frais pour réparation et pièces de rechange : 0,00 € ;
  - interventions techniques sur hardware et software : 5.772,00 € ;
  - divers : 12.995,56 € ;
- 7) Bâtiments: exploitation et entretien (art.12.080) 808.803,58 €  
 Sont comptabilisées sous ce poste les dépenses concernant:
- le nettoyage journalier (232.827,31 €) des bureaux occupés par les services de la Chambre des Députés et les groupes et sensibilités politiques ;
  - les factures (70.366,68 €) relatives à la consommation en électricité, gaz et eau des bâtiments occupés par l'Administration parlementaires et les groupes et sensibilités politiques ;
  - réparations et entretien (38.425,66 €) ;
  - assurances – bâtiments (5.055,61 €) ;
  - les contrats souscrits par la Chambre des Députés pour la surveillance de l'Hôtel de la Chambre des Députés, du Bâtiment Maison Richard/Printz, du bâtiment Wiltheim, des locaux hébergeant les équipements informatiques ainsi que la surveillance sur demande (452.500,38 €)
  - la quote-part de la Chambre dans le montant des charges communes concernant l'exploitation du parking Guillaume (3.121,10 €) ;
  - les autres menues charges en rapport avec l'entretien des immeubles (6.506,84€)
- 8) Loyers immeubles / Charges locatives accessoires (art. 12.101) 169.749,70 €  
 Il s'agit des frais exposés pour:
- location des emplacements aux parkings: place Guillaume, place du Théâtre, place du St. Esprit, St Maximim : 135.925,40 €  
 (à noter que les députés, les membres du Parlement européen, les fonctionnaires de l'Administration parlementaires et les groupes politiques participent à raison de 60 € par mois aux frais de location des emplacements de parking) ;
  - charges locatives accessoires (immeuble rue de l'Eau) : 33.040,00 €  
 (reprise des frais concernant l'immeuble Rost (CSV) de la section C) Groupes politiques vers la section E) Administration suivant décision du Bureau) ;
  - divers : 784,30 €
- 9) Frais d'experts et d'études (art. 12.120) 205.683,62 €  
 Ce poste couvre les honoraires (12.000 €) du réviseur d'entreprises pour le contrôle des comptes annuels 2016 de la Chambre des Députés ainsi que :
- les honoraires du réviseur d'entreprises pour le contrôle des comptes annuels 2016 de la Cour des Comptes : 10.000 €
  - les honoraires du réviseur d'entreprises pour le contrôle des comptes annuels 2016 du Médiateur : 8.000 €
  - le financement de la chaire de recherche en études parlementaires – UNI.LU: 85.425,30 €
  - le financement de l'étude sur la réforme de la constitution au Luxembourg – UNI.LU : 58.960,00 €
  - les frais pour la mise à disposition d'interprètes et de traducteurs et interprètes de la langue des signes : 28.128,65 €
  - les frais d'experts et d'avocats : 3169,67 €
- 10) Frais de publication (12.130) 0,00 €

11) Frais de publicité et d'information (art. 12.140)	7.069,01 €
12) Acquisition et entretien / équipements spéciaux (art. 12.170)	167.788,66 €
– Frais de fonctionnement buvette : 3.760,47 €	
– Sonorisation : 0,00 €	
– Contrat d'entretien „Omnium“ couvrant l'installation audiovisuelle de la Chambre des Députés – partie vidéo et audio et frais de dépannage du système de vote et de messagerie électronique : 149.777,07 €	
– Gestion des alarmes : 10.000,00 €	
– Divers (écouteurs et matériel audio pour la salle plénière) : 4.251,12 €	
13) Frais de restauration (art. 12.210)	56.555,49 €
Imputation sur ce poste des dépenses pour boissons et collations lors des séances publiques et réunions de commissions.	
14) Frais de représentation (art. 12.303)	38.940,05 €
Dépenses relatives aux obligations et charges de la Chambre des Députés	
15) Projets de développement informatiques (art. 12.304)	738.152,99 €
– Site Internet : 154.884,05 €	
– Applications et Portail : 583.268,94 €	
– KM : 0,00 €	
16) Achats de biens et de services (art. 12.305)	1.031.310,98 €
Ce poste comprend les frais relatifs à la retransmission télévisée des séances publiques ainsi que les frais se rapportant à l'émission « Chamber Aktuell »	
Total des frais concernant la chaîne télévisée Chamber TV : 677.416,36 €	
Sont également comptabilisés sous ce poste les frais relatifs au renforcement du système de sécurité informatique de la Chambre des Députés: 341.935,08 €	
Les frais de « Sécurité des bâtiments » sont également imputés sous cet article : 11.959,54 €	
17) Déménagement (12.306)	0,00 €
18) Expédition électronique (art. 12.307)	0,00 €
19) Site Internet (12.308)	0,00 €
(les dépenses sont comptabilisées sous l'article <b>12.304</b> )	
20) Acquisition de véhicules automoteurs (74.000)	52.754,43 €
Remplacement de la voiture de service.	
21) Acquisition de machines de bureau (74.010)	0,00 €
22) Acquisition d'installations de télécommunications (art. 74.020)	0,00 €
23) Acquisition d'équipements spéciaux (art. 74.040)	5.538,25 €
Installation d'interprétation simultanée et acquisition d'un lave-vaisselle	
24) Acquisition d'équipements informatiques (art. 74.050)	406.557,68 €
Sont comptabilisés sous cet article budgétaire :	
e.a. acquisitions et remplacements d'ordinateurs personnel et portable, claviers et souris, acquisition de serveurs, remplacement et acquisition d'écrans LCD, d'imprimantes et d'imprimantes couleur ainsi que d'autres acquisitions diverses de matériel informatique.	

25) Acquisition de logiciels (art. 74.060)	391.754,63 €
Cet article comprend l'acquisition et renouvellement de logiciels et de licences.	
26) Acquisition d'oeuvres d'art (art. 74.070)	0,00 €
27) Acquisition de mobilier de bureau (art. 74.080)	22.160,61 €
Il s'agit e.a. de l'acquisition de mobilier et de l'aménagement des bureaux de la Chambre des Députés.	
28) Frais d'exercices antérieurs	0,00 €

**Section F: COMPTE RENDU** **1.034.811,56 €**

1) Frais de distribution du compte rendu (art. 12.051)	799,75 €
Frais relatifs à la distribution du compte rendu et du rapport d'activité de la session 2015-2016 (environ 100 abonnés) sur base d'une liste d'adresses.	

Notons que la majeure partie des frais de distribution du compte rendu sont comptabilisés sous le poste «Frais de publication du compte rendu», ces frais étant facturés par les imprimeries ensemble avec les frais d'édition et d'impression.

Les frais de distribution comptabilisés sous ce poste sont liés aux exemplaires du compte rendu dont la diffusion est assurée par les P. et T.

2) Frais de publication du compte rendu (art. 12.131)	1.034.011,81 €
---	----------------

L'impression du compte rendu et du rapport d'activité est assurée par deux imprimeries et la distribution se fait en supplément dans quatre quotidiens. La saisie des discours des séances publiques et la mise en page du compte rendu sont garanties par une société externe.

En 2016, la dépense pour l'impression et la distribution de 18,2 numéros du compte rendu distribué s'élève à 1.015.937,37 € et constitue les frais de publication des débats en séances publiques de la Chambre des Députés sur 757 pages imprimées, du rapport du Médiateur sur 7 pages, des questions au gouvernement sur 299 pages, de l'actualité parlementaire et des nouvelles lois sur 100 pages (843.060,09 €), les commissions d'agence (134.291,92 €) ainsi que les frais d'impression (33.707,23 €) et les commissions d'agence (4.878,13 €) du rapport d'activité de la session 2015-2016.

Cet article budgétaire englobe en outre les travaux de façonnage et de reliure des comptes rendus de la session ordinaire 2014-2015 (18.074,44 €).

**Section I) ORGANISATION DE CONFERENCES ET REUNIONS EXTRAORDINAIRES**

1) Organisation de conférences et réunions extraordinaires	431.651,72 €
--	--------------

Cet article regroupe les dépenses relatives à l'organisation de la réunion des secrétaires généraux et de la conférence des Présidents de l'Union européenne ainsi que les frais pour le personnel supplémentaire engagé dans le cadre de ces réunions.

\*

**VI. – CONCLUSIONS**

Après examen des comptes de l'exercice 2016, la Commission des Comptes les approuve et adopte le présent rapport à l'unanimité des membres présents.

A relever encore le rapport du réviseur d'entreprises agréé du 17 novembre 2017, ci-annexé.

« Conformément au mandat donné par le Bureau de la Chambre des Députés, nous avons effectué l'audit des comptes annuels ci-joints de la Chambre des Députés, comprenant le bilan au 31 décembre 2016 ainsi que le compte de revenus et charges pour l'exercice clos à cette date, et un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives.

*Responsabilité du Bureau de la Chambre des Députés pour les comptes annuels*

Le Bureau de la Chambre des Députés est responsable de l'établissement de ces comptes annuels, conformément au référentiel comptable qui est le leur, ainsi que d'un contrôle interne qu'il juge néces-

saire pour permettre l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

#### *Responsabilité du réviseur d'entreprises agréé*

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces comptes annuels sur la base de notre audit.

Nous avons effectué notre audit selon les Normes Internationales d'Audit telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la Commission de Surveillance du Secteur Financier. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique et de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournies dans les comptes annuels. Le choix des procédures relève du jugement du réviseur d'entreprises agréé, de même que l'évaluation des risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs. En procédant à cette évaluation, le réviseur d'entreprises agréé prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement des comptes annuels afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur le fonctionnement efficace du contrôle interne de l'entité.

Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par le Bureau de la Chambre des Députés, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des comptes annuels.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

#### *Opinion*

A notre avis, les comptes annuels de la Chambre des Députés pour l'exercice clos le 31 décembre 2016 ont été établis, dans tous leurs aspects significatifs, conformément aux principes comptables applicables définis par le Bureau de la Chambre des Députés et décrits dans la Note 1 des comptes annuels.

#### *Principes comptables et restrictions sur la distribution et l'utilisation du présent rapport*

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons l'attention sur le fait que les principes comptables suivis pour l'établissement des présents comptes annuels sont décrits dans la Note 1 de l'annexe des comptes annuels. Les comptes annuels ont été établis pour les seuls besoins du Bureau de la Chambre des Députés et ne sont pas nécessairement appropriés dans d'autres circonstances. Notre rapport est destiné uniquement au Bureau de la Chambre des Députés et ne saurait être distribué ou utilisé par des parties tierces autres que le Bureau de la Chambre des Députés. »

Luxembourg, le 17 novembre 2017

*KPMG Luxembourg, Société coopérative*  
*Cabinet de révision agréé*  
Yves THORN

\*

## VII.– RESOLUTION

La Commission des Comptes déclare qu'en exécution du mandat lui conféré par l'article 165 du règlement de la Chambre des Députés, elle a examiné les comptes de la Chambre pour l'exercice 2016.

Elle certifie la régularité de la comptabilité et des comptes annuels clôturés au 31 décembre 2016.

En conséquence, elle propose à la Chambre d'approuver les comptes tels qu'ils sont présentés dans le présent rapport et de voter la résolution suivante :

„La Chambre des Députés,

vu le rapport de sa Commission des Comptes,

approuve les comptes de l'exercice 2016 et

prie son Président de transmettre la présente résolution et le rapport de la Commission des Comptes à la Cour des Comptes pour y être enregistrés.“

Luxembourg, le 30 novembre 2017

*Le Président-Rapporteur,*

Marc LIES

Impression: CTIE – Division Imprimés et Fournitures de bureau

01



## Commission des Comptes

### Procès-verbal de la réunion du 30 novembre 2017

#### Ordre du jour :

1. Adoption du projet de procès-verbal de la réunion du 29 novembre 2016
2. 7212 Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2016
  - Désignation d'un rapporteur
  - Examen des comptes
  - Présentation et adoption d'un projet de rapport

\*

Présents : Mme Diane Adehm, Mme Claudia Dall'Agnol, Mme Joëlle Elvinger, M. Gusty Graas remplaçant M. Edy Mertens, M. Aly Kaes, M. Alexander Krieps, M. Marc Lies, Mme Josée Lorsché, M. Roger Negri

M. Mars Di Bartolomeo, Président de la Chambre des Députés

M. Benoît Reiter, Secrétaire général adjoint  
Mme Isabelle Barra, Secrétaire générale adjointe

Mme Ginette Biasini, de l'Administration parlementaire

Excusés : M. Edy Mertens, M. David Wagner, M. Serge Wilmes

M. Claude Frieseisen, Secrétaire général

\*

Présidence : M. Marc Lies, Président de la Commission

\*

1. Adoption du projet de procès-verbal de la réunion du 29 novembre 2016  
  
Le projet de procès-verbal de la réunion du 29 novembre 2016 ne soulève pas d'observations et est adopté à l'unanimité des membres présents.
2. 7212 Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2016



- Désignation d'un rapporteur

Sur proposition des membres de la commission, Monsieur Marc Lies est désigné rapporteur des comptes de l'exercice 2016.

- Examen des comptes

Monsieur le Président-rapporteur donne la parole à Monsieur le Secrétaire général adjoint qui, après avoir excusé l'absence de Monsieur le Secrétaire général, présente les chiffres de l'exercice 2016.

Il rappelle d'abord les termes de la circulaire budgétaire du Ministère des Finances suivant laquelle « il est primordial qu'au niveau de toutes les entités de l'Administration centrale le montant total des dépenses de fonctionnement (hors dépenses de rémunération) ne dépasse pas – à moins de circonstances exceptionnelles – le montant à prix constant de l'exercice 2015 ».

En fait, il s'agit pour l'essentiel des frais de route et de séjour, des frais de bureau, des frais d'exploitation des bâtiments, des loyers, des frais d'experts et d'études, etc.

On peut considérer que la Chambre a respecté la circulaire budgétaire, vu que le compte 2016 renseigne une moins-value de dépenses par rapport au compte 2015 de 1,10 %.

Un montant de 600.000 € a été prévu à l'article budgétaire 12.191 – Organisation de conférences et réunions extraordinaires - pour l'organisation d'une réunion des secrétaires généraux et d'une conférence des Présidents de l'Union européenne, encore liées à la présidence luxembourgeoise de l'Union européenne. Les frais réels s'élèvent à 431.651,72 €.

L'exercice 2016 se termine par un excédent des revenus sur les charges de 1.216.505,93 € (328.037,87 € en 2015).

Au 1<sup>er</sup> janvier 2017 les excédents budgétaires cumulés se chiffrent à **8.847.391,06 €** (solde au 31.12.2016 (7.630.885,13 €) + résultat au 31.12.2016 (1.216.505,93 €).

**De ce montant sont déduits les engagements 2016 à reporter en 2017 (269.245,78 €) et s'y ajouteront les engagements à apurer (211.124,11 €), de sorte que les excédents budgétaires cumulés (réserve) de la Chambre des Députés se chiffrent à :**

**8.847.391,06 – 269.245,78 + 211.124,11 = 8.789.269,39 € au 1<sup>er</sup> janvier 2017.**

Monsieur le Secrétaire général adjoint informe les membres de la commission que les caméras de la salle plénière ne sont plus d'usage courant et que leur remplacement s'impose dans un avenir très proche. Il s'ensuit évidemment l'échange du câblage des caméras pour lequel le sol de la salle plénière devra être ouvert. Le coût pour les nouvelles caméras est estimé à quelque 700.000 €. Compte tenu de l'envergure de ces travaux, les responsables ont conclu de profiter de l'occasion pour remplacer tout le câblage, celui des caméras, mais

également celui des bancs des députés. Les travaux devront se faire entre fin-juillet et fin octobre 2018. Le coût prévisible se chiffre à 1.500.000 €. Malheureusement, seul le remplacement des caméras est chiffré au budget de l'ordre de 500.000 € de sorte que le recours à la réserve de la Chambre s'impose. Le Secrétaire général adjoint souligne l'utilité de la réserve, car elle permet de couvrir des dépenses imprévisibles et nécessaires.

En vertu de la loi du 18 décembre 2015 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2016, un crédit global de 32.840.316 €, en vue du paiement des dépenses à effectuer en 2016, a été mis à la disposition du Bureau de la Chambre des Députés.

Au 31 décembre 2016, les dépenses se rapportant à l'exercice 2016 se chiffrent à 31.665.095,32 €, soit une diminution de 1,10 % (352.453,38 €) par rapport à l'exercice précédent (32.017.548,70 €).

L'exécution du budget de la Chambre des Députés accuse des moins-values de dépenses de l'ordre de 2.900.815,68 € par rapport au budget adopté soit - 8,39 % et ceci surtout au niveau des sections « Députés » (-436.730,66 €), « Personnel » (-423.956,12 €), « Frais de fonctionnement » (-1.823.044,87 €) et « Organisation de conférences et réunions extraordinaires » (-168.348,28 €). Le budget 2016 a été établi sur base du nombre indice 784,86 tandis que les dépenses 2016 étaient soumises au nombre indice 775,17 (-1,23%).

Les écarts de la section « Députés » (-436.730,66 €), s'expliquent principalement du fait que lors de l'établissement du budget, il faut prévoir les montants maximaux fixés par la loi électorale, surtout au niveau des indemnités de secrétariat, du congé politique et du remboursement des cotisations sociales. Il y a lieu de noter que les Députés se sont regroupés en pools pour l'engagement de leur personnel et les montants maximum dus non utilisés tombent en économie.

En ce qui concerne l'écart au niveau de la section « personnel » (-423.956,12 €), il y a lieu de noter que lors de l'établissement du budget en 2015, les traitements et salaires des fonctionnaires et salariés ont été calculés sur base du NI 784,86 et que le nombre indice en vigueur pour le paiement des traitements et salaires était de 775,17 pour l'exercice 2016. Une partie de la différence s'explique par la différence entre les traitements des fonctionnaires ayant quitté l'Administration parlementaire et les traitements de début de carrière de leurs remplaçants et de l'octroi d'un congé sans traitement. Un fonctionnaire a opté pour un travail à temps partiel à raison de 75 % tandis que son traitement avait été calculé sur base d'une tâche complète. Les traitements des fonctionnaires nouvellement engagés avaient été calculés pour une année entière lors des prévisions budgétaires mais les recrutements ont eu lieu seulement au cours de l'année (mars, septembre) et un poste prévu au budget n'a pas été occupé.

En ce qui concerne les crédits non utilisés au niveau de la section « frais de fonctionnement » (-1.823.044,87 €), il y a lieu de remarquer que les crédits à prévoir pour les contrats existants ont été calculés sur base du NI 784,86 et que le nombre indice en vigueur pour l'année 2016 était de 775,17. Par mesure de prudence, l'éventuelle moins-value due aux marchés publics des contrats de nettoyage et de surveillance n'a pas été prise en compte lors de l'établissement des prévisions budgétaires 2016 en 2015. Aux dépenses réelles de cette section s'ajouteront les crédits engagés mais non encore

dépensés, qui seront reportés à l'exercice suivant (269.245,78 €).

Les comptes de la Chambre des Députés sont divisés en 6 sections :

1. Section A : Députés **11.625.948,48 €**

Cette section contient les indemnités parlementaires et jetons, les indemnités de départ des Députés non-réélus respectivement des Députés qui ne se sont plus présentés aux élections législatives, le remboursement des cotisations de sécurité sociale, les assurances (remboursement frais casco), les frais de route et de séjour pour les déplacements à l'occasion des réunions de commissions, les indemnités du Président de la Chambre des Députés et des Présidents de groupe, les indemnités de secrétariat, les indemnités payées à une veuve de Députés, le congé politique payé aux patrons des Députés salariés ainsi qu'aux Députés indépendants.

2. Section B : Institutions parlementaires internationales **585.361,16 €**

Sont comptabilisés sous cette section les frais de voyage et de séjour pour la participation des Députés à des conférences, assemblées et réunions de commission des institutions parlementaires internationales, les frais d'organisation de réunions à Luxembourg, les dépenses d'accueil lors de visites de délégations parlementaires étrangères à Luxembourg ainsi que la contribution du Luxembourg aux frais de fonctionnement des assemblées parlementaires internationales.

3. Section C : Groupes politiques **2.751.609,00 €**

Cette section regroupe les crédits sur base de la représentation proportionnelle (3.100 € NI 100 par député) et le remboursement des frais de personnel des groupes politiques (28.950 € NI 100) et sensibilités politiques (2.710 € NI 100 par député) (art.16 du Règlement de la Chambre des Députés), le remboursement des frais d'acquisition de matériel informatique et achat de services informatiques (49.600 € par groupe politique et 10.000 € par Députés pour les sensibilités politiques), les crédits pour la location d'une voiture (816 € par député) ainsi que le crédit pour la participation à des congrès politiques (250 € par député).

Sont également dus les crédits pour l'acquisition d'un photocopieur (par législature – 12.400 € par groupe politique et 2.500 € par député pour les sensibilités politiques) respectivement pour l'acquisition de mobilier de bureau (législature – 12.400 € et 500 € par député pour les groupes politiques et 2.500 € et 500 € par député pour les sensibilités politiques).

Suite à une décision du Bureau, les différents crédits alloués aux groupes politiques sont regroupés en un seul crédit et sont payés trimestriellement.

4. Section D : Personnel **9.687.226,04 €**

La section D comprend les traitements de 81 fonctionnaires, les rémunérations de 9 salariés ainsi que les indemnités payées aux étudiants engagés pendant les vacances scolaires en été.

Sous cette section sont encore comptabilisés les frais de route et de séjour, les frais d'habillement ainsi que les frais d'assurances (déplacements en voiture privée pour le compte de la Chambre des Députés).

5. Section E : Frais de fonctionnement **5.338.313,24 €**

Cette section comprend les frais de fonctionnement de la Chambre des Députés.

(e.a. frais d'exploitation des véhicules automoteurs, frais de bureau, achats de services auprès des P et T, exploitation et entretien des bâtiments, location et entretien des équipements informatiques, achats de biens et de services (p.ex. Chamber TV), frais de restauration, frais de représentation, KM, Site Internet, acquisition matériels informatiques et logiciels, acquisition mobilier de bureau, etc.).

6. Section F : Compte rendu **914.736,15 €**

Les frais de distribution respectivement de publication du compte rendu et du rapport d'activité sont comptabilisés sous cette section. Cette section englobe en outre les travaux de façonnage et de reliure des comptes rendus des sessions 2013-2014.

7. Section I : Organisation Conférences et réunions extraordinaires **1.114.354,53 €**

Cette section regroupe les dépenses nécessaires à l'organisation des réunions et conférences liées à la présidence luxembourgeoise de l'Union européenne ainsi que les frais pour le personnel supplémentaire engagé dans le cadre de cette présidence.

Les explications détaillées sont fournies au rapport de la commission au chapitre V – Examen des frais de l'exercice 2016.

Un représentant du groupe politique DP félicite l'Administration parlementaire de sa bonne gestion financière et souligne qu'elle a pleinement atteint ses objectifs. De ce fait, il donne l'accord de son groupe pour les comptes de l'exercice 2016.

Les représentants des autres groupes se rallient à cette déclaration et marquent également leur accord.

Le procès-verbal de l'actuelle réunion sera adopté lors de l'examen des comptes 2017 en 2018.

- Présentation et adoption d'un projet de rapport

Après un échange de vues, le projet de rapport est adopté à l'unanimité des membres présents.

Luxembourg, le 19 octobre 2018

Le Secrétaire-Administrateur,  
Ginette Biasini

Le Président de la Commission des Comptes,  
Marc Lies

# Document écrit de dépôt

Dépôt: N. Marc Lies  
7212 Comptes du  
service intérieur de  
la Chambre des  
Députés  
06.12.2017

## Résolution

"La Chambre des Députés,  
vu le rapport de sa commission des Comptes,  
approuve les comptes de l'exercice 2016 et  
prie son Président de transmettre la présente résolution et  
le rapport de la commission des Comptes à la Cour des  
Comptes pour y être enregistrés."

Luxembourg, le 30 novembre 2017.



Le Président-Rapporteur  
Marc Lies